

Panorama de la presse centrafricaine

Entre pauvreté et politique d'influence



Saber JENDOUBI

Octobre 2019

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Cette note a été réalisée dans le cadre d'un partenariat avec le ministère des Armées. Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur. Elles ne reflètent en aucun cas les positions du ministère des Armées.



ISBN : 979-10-373-0086-7

© Tous droits réservés, Ifri, 2019

Comment citer cette publication :

Saber Jendoubi, « Panorama de la presse centrafricaine. Entre pauvreté et politique d'influence », *Notes de l'Ifri*, Ifri, octobre 2019.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Auteur

Saber Jendoubi est correspondant de guerre indépendant pour différents médias nationaux et internationaux (Radio France, RFI, AFP, Ouest-France, BBC, Radio Vatican, etc.). Basé en République centrafricaine pendant trois ans, de 2016 à 2019, il a réalisé de nombreux reportages à Bangui comme en province. Journaliste de terrain, il a traité différents sujets relatifs à la crise centrafricaine (la transhumance, la sorcellerie, le travail humanitaire, les violences basées sur le genre, la préservation des espèces menacées et la justice transitionnelle) et a rencontré les chefs de guerre des principaux groupes armés. Diplômé de l'IUT de Lannion, entre 2011 et 2016, il a collaboré avec plusieurs chercheurs iraniens et organisé des festivals de films ethnographiques pour l'Institut des études avancées et l'Université de Nantes. Saber Jendoubi s'intéresse aux nouvelles formes de rivalités dans le cyberspace et au rôle de la presse dans les conflits.

Résumé

La structure du paysage médiatique centrafricain est caractéristique des pays pauvres où le média de masse est la radio, où la presse écrite demeure un média confidentiel et où les réseaux sociaux montent en puissance. L'extrême précarité financière et un manque de déontologie sont les principaux maux qui minent ce milieu. Cette situation est propice à l'instrumentalisation des médias et s'accroît avec l'accroissement de la présence russe en Centrafrique depuis 2017. La Russie a décidé d'investir le secteur médiatique à travers la radio et les réseaux sociaux dans le cadre d'une campagne de communication qui s'apparente à la propagande. Cette note est le résultat de trois ans de pratique du métier de journaliste en République centrafricaine et de contacts quotidiens avec les milieux médiatiques du pays.

Abstract

As in a lot of poor countries, the main media in Central African Republic (CAR) is radio, newspapers have a very limited audience, and social networks are on the rise. The dire financial situation and the lack of ethics are the main weaknesses of the media. As a result, they can easily become instrumental for foreign interests. Since the Russians deployed in CAR in 2017, they have paid a lot of attention to the media and they have been using the radio and social networks as propaganda tools. This paper is based on three years of work as a journalist in CAR and daily interactions with local media.

Sommaire

INTRODUCTION	5
LE PAYSAGE MÉDIATIQUE CENTRAFRICAIN : STRUCTURE ET ORGANISATION	6
Un champ médiatique caractéristique des pays ultra-pauvres.....	6
Environnement juridique et professionnel	12
LES COULISSES DE LA FABRIQUE DE L'INFORMATION	14
La formation.....	14
La loi du plus offrant	15
La Russie : un nouveau sponsor pour les médias centrafricains	16
CONCLUSION	22

Introduction

Alors qu'ils vivotaient avant le début de la guerre civile en 2012, les médias centrafricains se sont rapidement retrouvés au cœur du conflit et en ont subi les multiples impacts. D'une part, selon Reporters Sans Frontières¹, la liberté de la presse recule sensiblement en Centrafrique depuis 2013. D'autre part, l'année 2017 a marqué le début d'une nouvelle bataille en Centrafrique, cette fois sur le terrain de l'information. Avec le retour de la Russie sur la scène centrafricaine en octobre 2017 après les accords de Sotchi entre le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, et le président centrafricain Faustin-Archange Touadera, les tensions diplomatiques consécutives à ce rapprochement se sont reflétées dans le champ médiatique centrafricain.

Cette note analyse le champ médiatique centrafricain, ses acteurs, leurs conditions de survie et leurs stratégies de positionnement dans le champ politique. Les moyens investis dans les médias centrafricains par les Russes, en recourant à toute la panoplie des nouvelles technologies de communication, créent un effet d'aubaine pour les journalistes avides de régler des comptes historiques avec l'ancienne puissance coloniale, ainsi que pour le régime à moins de deux ans des élections présidentielles.

Cette note est le fruit d'une observation en tant que journaliste sur le terrain centrafricain de 2016 à 2019, d'entretiens et de questionnaires envoyés à des acteurs et observateurs de la presse centrafricaine.

1. De la 65^e place sur 180 en 2013, à la 145^e place sur 180 en 2019. Classement disponible sur : <https://rsf.org/fr/classement>.

Le paysage médiatique centrafricain : structure et organisation

Un champ médiatique caractéristique des pays ultra-pauvres

La structure du champ médiatique centrafricain est caractéristique des pays ultra-pauvres. La pauvreté chronique contraint le développement des médias et empêche le développement des plus coûteux comme la presse écrite et la télévision. En RCA comme dans la plupart des pays pauvres, le média de masse le moins coûteux est la radio. Hormis les radios communautaires en province, tous les autres médias sont implantés à Bangui, là où se trouve leur audience. Néanmoins, deux médias sortent du lot par leur professionnalisme et la qualité de leur contenu : Radio Ndeke Luka et le Réseau des journalistes pour les droits de l'homme (RJDH).

Une presse écrite confidentielle

Le secteur de la presse écrite se limite à Bangui. Peu concurrentiel au début des années 2000 (cinq quotidiens²), ce secteur l'est devenu davantage depuis le début des années 2010. On compte aujourd'hui une quarantaine de quotidiens dont *Le Démocrate* (Ferdinand Samba), *Le Citoyen* (Macka Gbossokoto), *Le Confident* (Mathurin Momet), *Centrafric Matin* (Julien Bela), *L'Hirondelle* (Jules Jossé), *L'Agora* (Albert Mbaya) et *L'Expansion* pour les plus gros tirages (c'est-à-dire entre 150 et 300 exemplaires) et une dizaine d'hebdomadaires. Ces titres de presse, d'informations généralistes et politiques, paraissent au gré de leurs revenus et subventions. Le prix de l'impression avoisine les 7 000 francs CFA (environ 11 euros) pour imprimer une cinquantaine d'exemplaires. Leur audience est limitée à certains quartiers de Bangui. Ces journaux sont tous payants : 300 francs CFA pour un quotidien, 500 francs CFA pour un hebdomadaire (respectivement 46 et 76 centimes d'euros) pour 8 à 10 feuilles de format A4, le plus souvent avec une charte graphique très basique, composée de couleurs primaires. Si les

2. F. Eribo, « French Speaking Central Africa, Status of Media » in D.-H. Johnston, *Encyclopedia of International Media and Communications*, East Carolina University, 2003, p. 203-208.

ministères, les agences des Nations unies et certaines organisations non gouvernementales (ONG) reçoivent les journaux dans leur bureau grâce à l'abonnement, la majorité du lectorat a accès à cette presse au carrefour de certaines rues, disposée sur des tables-kiosques, ou distribuée le matin dans les cafés d'expatriés et de l'élite centrafricaine par de jeunes hommes payés 10 % sur chaque exemplaire vendu. La vente des journaux apporte de maigres recettes puisqu'ils ne sont diffusés qu'à Bangui. Tous les journaux écrits sont en français.

Le contenu de ces journaux se nourrit des rumeurs et tient plus de l'agrégat de contenus que d'une véritable hiérarchisation d'informations : édito, info-service institutionnelle (comptes rendus de réunion ou d'inauguration de projet, interviews d'une autorité, photocopies de décrets, annonces d'emploi), reprise de communiqués, copié-collé d'articles de la presse internationale ou d'encyclopédie. Quand une information factuelle vient s'immiscer entre deux plagiats, elle est sujette à caution. D'ailleurs, le genre reportage pratiqué dans la presse écrite est d'une fiabilité douteuse : les récits sont soit parcellaires, soit orientés, et souvent les deux à la fois.

Il n'existe qu'une seule agence de presse : l'Agence centrafricaine de presse (ACAP). Contrôlée par le gouvernement, elle est le symbole de la déliquescence de l'administration centrafricaine. Elle est dans le même état depuis 15 ans³, le seul signe de modernisation étant un site internet mis à jour par intermittence⁴.

Les contraintes qui limitent le développement de la presse écrite sont l'importance de l'analphabétisme (entre 60 et 80 % selon les sources⁵), son coût dans un pays où la majorité de la population vit avec moins d'un dollar par jour⁶ et un réseau de distribution très embryonnaire.

Le média de masse : la radio

En Centrafrique, on écoute religieusement la radio, l'oreille collée au poste. Les radios centrafricaines sont nombreuses. *Radio Ndeke Luka* (RNL) est le média leader du pays et est dirigée par Sylvie Panika. Créée en 2000, elle est suivie par 59 % des Banguissois⁷ et émet 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7

3. Marie-Soleil Frère note ainsi que l'ACAP « ne dispose d'aucun correspondant en province, ne reçoit plus aucune agence étrangère et a cessé de publier son bulletin en septembre 2004 ». Voir « Médias centrafricains : précarisés et malmenés », in M.-S. Frère (dir.), *Afrique Centrale : Médias et conflits - vecteurs de paix ou acteurs de la guerre*, GRIP, 2005, p. 205.

4. Site de l'Agence centrafricaine de presse : www.acap.cf.

5. « Suivi des objectifs du millénaire pour le développement », République centrafricaine, 2015. Voir aussi : uis.unesco.org/fr.

6. Page de la Centrafrique sur le site de la Banque Mondiale : donnees.banquemondiale.org.

7. Résultat d'un sondage de 2017, disponible sur : www.hirondelle.org.

dans les deux langues officielles (sango et français) dans la majeure partie du pays à l'aide de sept émetteurs FM. Ses programmes sont repris par neuf radios communautaires. L'ONG suisse Fondation Hironnelle, qui est spécialisée dans l'appui aux médias dans les pays en crise, soutient RNL depuis plusieurs années⁸. Si elle est parfois critiquée, RNL jouit d'une bonne réputation : « C'est la seule radio d'importance où on peut s'exprimer librement », indique un député d'opposition⁹.

Une autre radio d'importance est la radio de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA), *Guira FM*, créée en septembre 2014. Elle émet 24 heures sur 24 et diffuse tous les jours des programmes d'informations et de divertissement en français et en sango. *Guira FM* « est présente [à Bangui et] dans les préfectures qui hébergent des bureaux de la Minusca », affiche son site internet¹⁰. La station de la Minusca a principalement pour vocation de propager et de renforcer la notoriété de son mandat. Elle est essentiellement composée de salariés centrafricains. Avec ses conditions de travail inédites dans le pays (pas de coupures de courant, matériel conséquent, salaires attractifs) *Guira FM* attire les meilleurs journalistes locaux au détriment des médias centrafricains.

Radio Centrafrique, inaugurée en 1958, est le plus ancien média encore en activité¹¹. Malgré un service en streaming¹² irrégulier, disponible en application sur smartphone, les moyens font défaut dans cette radio publique, malgré les dotations financières et matérielles régulières des partenaires internationaux. « Il manque des enregistreurs et les locaux sont insalubres », témoigne un journaliste de cette station. *Radio Centrafrique* est écoutée lors des allocutions présidentielles et gouvernementales, et encore plus suivie lors des annonces des résultats du baccalauréat et des concours de l'administration, mais beaucoup moins le reste du temps du fait de la concurrence de *Radio Ndeke Luka* et des nombreuses stations de radios privées et communautaires qui foisonnent dans l'espace médiatique centrafricain.

Les radios privées (*Bangui FM*, *Hit Radio*, *Lengo Songo*¹³) sont une relative nouveauté en Centrafrique. Parmi celles-ci, *Radio Notre-Dame* occupe une place particulière car elle a été pionnière. Créée en 1995 par le diocèse catholique de Bangui, elle est « vouée à l'évangélisation, [elle]

8. « Le financement de RNL est « multilatéral » » puisque c'est la Fondation Hironnelle qui centralise les donateurs internationaux. » Échange de courriels avec le siège de RNL.

9. Entretien téléphonique, 19 avril 2019.

10. Plus d'informations sur : minusca.unmissions.org/guira-fm.

11. « Radio Centrafrique, déjà 52 ans ! », *Journal de Bangui*, 18 août 2010, www.journaldebangui.com.

12. Plus d'informations sur : radiocentrafrique.cf.

13. Voir partie 3.

diffuse également de l'information, des débats et des émissions d'éducation citoyenne et de sensibilisation aux droits de l'homme¹⁴ ». Elle fait partie des six radios communautaires à caractère confessionnel de la place bangouaise (dont *Voix de l'Évangile* et *Radio Maria*, qui est en partenariat avec *Vatican News*, notamment pour la diffusion de flashs internationaux). Avec les radios communautaires généralistes, elles se rassemblent au sein de l'Association des radios communautaires (ARC¹⁵), soutenue notamment par CFI, Expertise France, l'ONG hollandaise Free Press Unlimited et d'autres partenaires internationaux. On compte à ce jour au moins 36 radios communautaires membres de l'ARC, réparties sur l'ensemble du territoire national¹⁶. Les radios de l'ARC émettent à Bangui et dans la plupart des préfectures, « sensibilisant la population sur la paix et la cohésion sociale¹⁷ ». Elles équilibrent leur grille de programme, selon les zones, entre des émissions originales et des émissions de *RFI* et de *Ndeke Luka* en langue française et en sango. Les problèmes de coupures de courant et de sécurité (notamment celle de leurs journalistes disséminés dans l'arrière-pays) entravent leur bon fonctionnement¹⁸.

Radio Mbari Bangassou



Source : © Saber Jendoubi.

14. M.-S. Frère (dir.), *Afrique Centrale : Médias et conflits - vecteurs de paix ou acteurs de la guerre*, *op. cit.*, p. 204.

15. Plus d'informations sur : arc-radios-communautaires.net.

16. Document audit interne, ARC, mai 2019.

17. Plus d'informations sur : www.freepressunlimited.org.

18. « Quelques-unes ont cessé d'émettre pour cause d'incendie, destruction et vol. Il s'agit des radios de Kaga-Bandoro, Alindao, Bangassou, Rafai, Zémio, Mboki, Djéma, Bambari, Bangui (Voix de la Paix et Radio Jericho) et Sam Ouandja ». La radio Voix de la Ouaka à Bambari renaît ce printemps 2019. Document interne, ARC, mai 2019.

Un média en expansion : le web centrafricain

Comme dans la plupart des pays du monde, on constate en Centrafrique une migration de la presse papier vers le Web et les réseaux sociaux.

Le Réseau des journalistes pour les droits de l'homme (RJDH) est une ONG de journalistes, disposant d'une radio, d'un site internet et de pages dédiées sur les réseaux sociaux. En matière de presse en ligne, RJDH domine largement le Web centrafricain, par sa relative crédibilité, mais aussi par sa présence sur le terrain, facilitée par 18 journalistes et un réseau de 32 correspondants qui lui permettent de couvrir la quasi-intégralité de l'actualité du territoire¹⁹. Depuis une petite année, RJDH possède également sa radio (Fréquence RJDH), qui émet selon ses journalistes sur un rayon de 150 kilomètres. Le réseau profite d'une certaine liberté de ton et d'expression et dispose d'une charte éditoriale strictement suivie par son personnel²⁰. RJDH est soutenu depuis ses débuts en 2010 par l'ONG américaine Internews, qui envisage toutefois de se retirer en 2020. RJDH se tourne déjà vers des partenariats avec l'ONG Cordaid, les ambassades de France et des États-Unis, ainsi qu'une agence des Nations unies.

À l'exception du RJDH et de l'extension web de RNL, les principaux médias en ligne centrafricains sont soit des blogs agrégateurs de contenus (centrafrique-presse.over-blog.com ; news.abangui.com ; centrafriqueledefi.com ; journaldebangui.com) soit des journaux en ligne (corbeaunews-centrafrique.com ; le-tambourin.over-blog.com ; letsunami.net), soit des blogs d'opinion maquillés en sites internet d'informations généralistes (ndjonisango.com, kangbi-ndara.info). Tous ces sites disposent d'une page Facebook. Ces trois dernières années, de nombreuses pages d'infos aux titres trompeurs ont été créées sur le réseau social. La technique est simple : il s'agit d'abord de choisir un terme se référant à la Centrafrique puis de placer les termes news, infos, presse, nouvelles, temps réel (*Agence de nouvelles Beafrika ; Centrafrique info pays ; Bangui 24 news ; Sango ti kodro ; 236 Magasine*, etc.).

En RCA, selon les chiffres du rapport *Digital in 2018 in Middle Africa*²¹, les utilisateurs d'internet ne représentent que 5 % de la population totale et 2 % de la population utilisent les réseaux sociaux. Le prix d'accès est encore très élevé : 20 000 francs CFA (30 euros) pour 10 Giga octets.

19. À cet égard, le site internet ne fonctionne plus depuis près de deux mois. Les raisons ne sont pas connues. Un audit de sécurité est en cours. Les journalistes de ce média dénoncent un piratage.

20. On peut retrouver la charte des journalistes de ce réseau sur la version précédente du site du RJDH : reseaudesjournalistesrca.wordpress.com.

21. Plus d'informations sur : fr.slideshare.net.

Les influenceurs centrafricains, plus ou moins indépendants, plus ou moins téléguidés, sont en général des hommes éduqués exerçant une profession de nature intellectuelle. Certains sont de la diaspora. Ils peuvent être des cadres de la fonction publique, des employés nationaux de l'Organisation des Nations unies (ONU), des journalistes (Fridolin Ngoulou, Thierry Khonde, Fleury Agou, Eric Ngaba, Yannick Nalimo), des artistes engagés (Hervé Serefio Diaspora, Ozaguin), des activistes des droits de l'homme (Rosmon « la graine de champion » Zokoue), des politiques (Fidèle Gouandjika, Henri Grothe, Guinon Aimard, Christian Aimé Ndotah). On retrouve même deux conseillers à la présidence : Thierry Hervé Oronfei, conseiller aux nouvelles technologies et cousin du président, Wilfried Maurice Sebiro, à la fois conseiller à la communication, commanditaire et cofondateur du blog Kangbi-Ndara²². Mais la plupart des acteurs centrafricains des réseaux sociaux sont inidentifiables, on ne sait pas qui se cache derrière tel ou tel compte Facebook de milice armée ou derrière les huit comptes de la présidence centrafricaine.

Un média ultra-marginal : la télévision

Les deux télévisions installées à Bangui sont des acteurs marginaux du paysage médiatique centrafricain. *Vision 4 Centrafrique*, chaîne privée appartenant à un groupe basé à Yaoundé, se vante d'être un média centrafricain (siège social, personnel, traitement de l'actualité) malgré sa direction composée de Camerounais. Quant à *TVCA*, l'unique chaîne de télé publique du pays, elle est composée d'un personnel pléthorique²³ et souffre d'un terrible manque de moyens²⁴. Depuis septembre 2017, le ministère de la Communication fait appel à la société de production *Banguiwood TV*, basée en Seine-et-Marne, pour étoffer le contenu de la chaîne²⁵ : elle fournit journaux télévisés, capsules d'informations et films institutionnels en français et en sango, d'une qualité bien supérieure à la production interne. Toutefois, malgré une volonté de professionnaliser les contenus, le succès n'est pas au rendez-vous. La télévision publique ne couvre qu'une partie de la commune urbaine de Bégoua (à 12 kilomètres au nord de Bangui), et son audience, difficilement quantifiable, reste limitée à Bangui. La principale contrainte pour le développement de la télévision est l'accès à l'électricité²⁶.

22. Voir partie 3.

23. Entretien avec un journaliste centrafricain, avril 2019.

24. « Centrafrique : la télé publique emblème des immenses besoins du pays », *Slate Afrique*, 27 mars 2017, www.slateafrique.com.

25. www.facebook.com.

26. « Concernant l'audience chez nous, c'est plus facile de le deviner. Même s'il n'y a pas un système intégré de mesure d'audience officielle, mais on pourrait dire que moins de 1 000 ménages disposent d'un récepteur de la télévision chez eux. Les gens sont découragés par l'absence des réseaux électriques

Environnement juridique et professionnel

En théorie, l'environnement juridique est assez favorable à la presse en RCA et aucun des journalistes interrogés ne trouve à redire sur le cadre légal régissant la liberté de la presse en RCA. La liberté de la presse est encadrée par l'ordonnance du 22 février 2005 qui protège la pratique du journalisme. Un contrôle de l'information est assuré par l'organe de régulation : le Haut Conseil de la Communication (HCC). Ce dernier est composé de neuf professionnels du secteur des médias, des arts et de la communication, présidé par José-Richard Pouambi, ancien journaliste pigiste pour la presse nationale et internationale. Le HCC est « chargé d'assurer la liberté d'expression et l'égal accès pour tous aux médias, dans le respect des législations en vigueur²⁷ ». Ces deux dernières années, le HCC a mis en demeure plusieurs organes de presse dont *RNL*, *Bangui FM* et *Radio Notre-Dame* pour différents motifs comme diffamation ou incitation à la haine. « La mise en demeure que nous avons reçue n'était pas valide », conteste l'un des directeurs d'antenne incriminé, « eux-mêmes ont reconnu ne pas avoir mené une enquête préalable sérieuse²⁸ ». Selon un ancien journaliste centrafricain, « le HCC n'a fait office que de bras armé de l'exécutif quand il s'agissait de mettre en demeure certains médias un peu trop discordants vis-à-vis de la parole officielle²⁹ ». Un autre journaliste centrafricain, chef de rédaction, s'agace : « Ils sont instrumentalisés par les tenants du pouvoir. Personne ne peut rien contre eux qu'ils respectent ou non l'éthique³⁰ ». Le HCC est censé réguler les pratiques du monde de l'information mais sa gestion partisane des cas d'entorses aux règles le prive de toute légitimité aux yeux des journalistes et de ses partenaires. Le Haut Conseil de la Communication est actuellement en train de soumettre un texte au Parlement dans l'idée de mieux réguler la presse en ligne. La répartition des compétences entre le ministère de la Communication qui délivre une accréditation aux journalistes et le HCC n'est pas très claire et donne lieu à une concurrence entre les deux organisations.

La profession s'est organisée autour d'une dizaine d'associations et de l'Observatoire des médias centrafricains (OMCA). Fondé en 2005, ce dernier a pour but d'améliorer la qualité des contenus médiatiques, en organisant séminaires et colloques avec les journalistes et les leaders communautaires.

dans le pays, y compris Bangui la capitale. Malgré la distribution par satellite des chaînes, le gros souci c'est l'électricité et le coût d'acquisition des équipements. » Entretien avec un journaliste, avril 2019.

27. Article 137 de la Constitution du 30 mars 2016.

28. Entretien avec un directeur d'antenne, avril 2019.

29. Entretien, avril 2019.

30. Entretien, avril 2019.

L'Observatoire n'a rien produit depuis 2017. Les associations professionnelles sont les suivantes :

- ▀ Maison de la presse et des journalistes (MPJ) : « elle a une existence légale mais n'a plus de siège depuis que ce dernier a été repris par les héritiers du président Patassé à qui ces locaux appartiennent³¹ » ;
- ▀ Union des journalistes centrafricains (UJCA), coordonnée par Maka Gbossokoto ;
- ▀ Groupement des éditeurs de la presse privée indépendante de Centrafrique (GEPPIC) ;
- ▀ Observatoire des médias centrafricains (OMCA) ;
- ▀ Association des femmes professionnelles de la communication (AFPC) ;
- ▀ Association des radios communautaires de Centrafrique (ARC), présidée par Vincent Mambachaka ;
- ▀ Consortium des médias privés de Centrafrique (COMECA) ;
- ▀ Le Centre des ressources pour les médias³² ;
- ▀ Le Réseau des journalistes francophones ;
- ▀ Association des blogueurs centrafricains (ABCA)³³ présidée par Rosmon Zokoué ;
- ▀ Réseau des journalistes sensibles au genre (RJSG) : dernière-née des organisations professionnelles du secteur, elle est soutenue par ONU Femmes.

Toutefois, nombre de ces petites associations sont inactives pour le moment : absence de financement, désertion des personnels et des bénévoles, etc. En somme, ce ne sont que des groupes d'intérêt sans influences ni buts, si ce n'est de réclamer des subventions et des locaux aux ONG internationales, aux chancelleries et aux agences des Nations unies.

31. Entretien anonyme, avril 2019.

32. Le Centre des Ressources pour les Médias offre plusieurs opportunités aux journalistes, blogueurs et usagers des réseaux sociaux de Bangui. Ce centre dispose d'un local adapté avec des ordinateurs connectés. Il est situé au sein du siège de l'ONG Internews depuis juin 2017.

33. L'association des blogueurs centrafricains mène actuellement une campagne contre les *fake news*. Elle est en grande partie soutenue par l'UE. Plus d'informations sur : ab-ca.org/.

Les coulisses de la fabrique de l'information

Le recensement du 25 juin 2018, à la suite du renouvellement du bureau de l'Union des journalistes de Centrafrique (UJCA), a permis de dénombrer 365 journalistes. Ils constituent une intelligentsia précarisée qui sacrifie souvent professionnalisme et déontologie sur l'autel de la survie économique et qui vient de se trouver un nouveau sponsor, la Russie.

La formation

En RCA, la voie royale pour devenir journaliste est la formation universitaire dispensée par le Département des sciences de l'information et de la communication (DSIC) de l'université de Bangui, créé à l'issue des états généraux des médias centrafricains de 2007. Elle se déroule en trois ans. Si au départ, le DSIC a bénéficié d'un soutien de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et de l'université de Yaoundé II, au fur et à mesure, malgré les plaidoyers des gouvernements successifs, les principaux partenaires se sont retirés. Les moyens ne suivant plus, la qualité de la formation a baissé. À peine douze ans plus tard, « le DSIC produit aujourd'hui tout le contraire », alerte la journaliste Élodie Poloko, à savoir « des jeunes gens qui entrent aujourd'hui dans des rédactions sans n'avoir jamais vu ou touché un enregistreur. Des jeunes gens mal formés.³⁴ »

Pour tenter d'y remédier, des ateliers thématiques sont organisés toute l'année (environ une dizaine par an) par les organisations internationales basées en Centrafrique depuis 2014. Un ancien diplomate, lui-même à l'initiative de nombreuses formations, déplore que les journalistes soient invités à suivre « des formations thématiques qui leur sont curieusement rémunérées. Tout déplacement d'un journaliste est facturable. Les formations se font dans un grand hôtel de la place sur financement de généreux bailleurs peu regardants. Ces formations de trois à quatre jours sont surtout alimentaires et peuvent se répéter avec d'autres bailleurs sur exactement les mêmes thèmes et au même tarif. Leurs coûts sont très

34. E. Poloko, « Université de Bangui : qui veut la fin du DSIC ? », Plateforme des confessions religieuses de Centrafrique, 9 juin 2018, disponible sur : www.pcrc-rca.org-463-0-1.

élevés³⁵ ». Toutefois, une chargée de communication présente depuis deux ans dans le pays affirme que ces formations sont nécessaires car « on a remarqué que les formations de quelques jours n'étaient pas suffisantes. Alors on a fait des formations d'ampleur tous les jours pendant deux semaines avec une trentaine de journalistes... Là depuis ça va beaucoup mieux... Sauf que maintenant je ne travaille qu'avec eux, et plus avec les autres.³⁶ » Un journaliste expérimenté et formé à l'étranger reconnaît amèrement que « des années durant, plusieurs institutions sont intervenues comme Panos ou Internews, sans rien vraiment réparer³⁷. » De fait, la multiplication des formations *ad hoc* depuis l'intervention internationale n'a guère eu d'impact qualitatif sur la production journalistique.

La loi du plus offrant

Outre cette « mal formation », l'autre caractéristique importante de la profession est sa précarité économique. En effet, selon une chargée de communication d'une agence des Nations unies basée en Centrafrique : « À titre d'exemple, un journaliste débutant dans la presse privée gagne de 20 000 à 45 000 francs CFA (respectivement 30 et 70 euros) et de 90 000 à 100 000 francs CFA (137 et 152 euros) dans la presse publique s'il possède un diplôme. Les pigistes touchent un forfait de 25 000 francs CFA mensuels dans le public.³⁸ » La faiblesse des traitements salariaux place les journalistes centrafricains dans une précarité constante. Ceci explique en partie la forte rotation du personnel au sein des rédactions mais aussi une certaine « mendicité » des professionnels du secteur. Les journalistes les plus actifs trouvent des piges avec la presse internationale, ou bien font de la communication institutionnelle pour des organisations internationales, un élu ou un ministère.

Les journalistes centrafricains complètent leur revenu avec des *per diem* – une somme d'argent censée rembourser le transport – offerte par telle ONG ou institution après chaque conférence de presse, ou déplacement à une formation. La pratique est très ancrée et non harmonisée par les diverses organisations de Bangui. Depuis peu, toutes les agences des Nations unies se sont accordées pour un plafonnement à 3 000 francs CFA le *per diem*, par titre de presse ; l'EUTM propose 5 000 francs CFA ; la MINUSCA a opté directement pour un service de transport ; l'Assemblée nationale verse 2 000 francs CFA ; certaines ONG internationales pratiquent ce système, d'autres offrent un repas. La pratique du *per diem*

35. Entretien par échange de courriels avec un diplomate, 10 avril 2019.

36. Entretien par messagerie, 21 avril 2019.

37. Entretien téléphonique, 29 avril 2019.

38. Entretien par échange de courriels, 1^{er} mai 2019.

engendre des effets pervers évidents en favorisant la marchandisation de l'information. D'une part, le *per diem* devient un salaire et est perçu comme tel par les journalistes. En s'organisant bien, un journaliste centrafricain peut amasser 10 000 francs de *per diem* par jour, 40 000 francs CFA s'il a l'opportunité de faire un reportage de deux jours à l'extérieur de Bangui avec une agence des Nations unies. D'autre part, les *per diem* contribuent à augmenter la vénalité de la presse car ils brouillent la frontière entre remboursement, encouragement et corruption.

« Ici en Centrafrique, la presse doit travailler avec des incitations. Si quelqu'un veut faire un reportage sur ses activités, il doit pouvoir verser une sorte de paiement au journaliste³⁹ », selon un blogueur-journaliste. Les journalistes qui refusent ces pratiques sont mal perçus par leurs confrères. De ce fait, un retournement s'est opéré. Les médias centrafricains sont habitués à vendre de l'information comme ils vendent de la publicité : ce n'est pas le lecteur qui finance la production de l'information en achetant le journal ou en écoutant la radio mais ceux qui ont intérêt à se faire connaître et se mettre en valeur. Les politiciens sont donc des clients de choix pour cette presse. Un élu centrafricain reconnaît l'existence de ces pratiques : « Ce sont des choses pas palpables, tout se fait discrètement. Mais quand on voit la tête d'un ministre inconnu ou celle d'un député à la Une, on s'en doute. D'ailleurs on se moque des collègues qui font ça !⁴⁰ »

La précarité des journalistes reflète l'état économique du secteur. Les organes de presse vivent grâce aux insertions publicitaires du gouvernement, de la MINUSCA et des agences des Nations unies composées essentiellement d'offres d'emplois locales. Mais ce marché publicitaire reste très modeste et ne permet pas seul d'atteindre le seuil de rentabilité. Le constat n'est malheureusement pas nouveau : « On ne peut guère parler d'entreprise de presse en RCA : le plus souvent, le personnel des journaux se réduit à une seule personne qui est à la fois éditeur, directeur de publication et rédacteur de tous les articles⁴¹. »

La Russie : un nouveau sponsor pour les médias centrafricains

La fragilité financière des médias en fait des outils idéaux d'instrumentalisation et d'influence, y compris pour la Russie. L'apparition des Russes dans les médias centrafricains dès la fin de l'année 2017 s'est faite

39. Entretien, Bangui, septembre 2018.

40. Entretien avec un élu, avril 2019.

41. Adewale Maja-Pearce (éd.), *Annuaire de la presse africaine*, Fédération internationale des journalistes, 1996, p. 258.

de manière bruyante, maladroite, mais efficace. D'abord parce qu'il y avait une actualité nouvelle (livraison d'armes russes, formateurs militaires, polémique autour de l'ancien palais de Bokassa à Berengo utilisé comme base d'entraînement qui a entraîné la démission du ministre de l'Intérieur, etc.) mais aussi et surtout parce que les Russes ont rapidement investi dans la communication en tant que *soft power*, c'est-à-dire comme outil de séduction/persuasion : conférences, tables rondes, rencontres informelles avec les journalistes, sponsorship de concours de beauté, édition et distribution de tracts dans les quartiers banguissois mettant en valeur leurs actions humanitaires et culturelles, et création d'une nouvelle radio (*Lengo Songo*). Lancée en novembre 2018, cette radio financée par la compagnie de recherche minière Lobaye Invest⁴², créée par des intérêts russes peu après l'arrivée des formateurs militaires russes, ambitionne « d'enrichir le paysage médiatique centrafricain⁴³ » en langue française, anglaise, sango et russe. Elle prétend couvrir « un rayon de 100 kilomètres » à partir de Bangui. Ils ont débauché des « plumes » très connues de la place banguissoise comme Fred Krock, rédacteur en chef du quotidien *L'Hirondelle*, passé à la direction de *Lengo Songo*⁴⁴. Débarquée dans le pays début 2018, la société de l'oligarque Yevgueny Prigozhin, Lobaye Invest, finance ainsi plusieurs médias⁴⁵. Auparavant, des Russes ont même visité les médias centrafricains les plus en vue au printemps 2018 : « j'ai été approché par les équipes de l'ambassade et de Zakharov⁴⁶. Ils voulaient comprendre l'environnement médiatique, ce qui a abouti au lancement de leur radio ». « Ils sont venus à trois, et ont voulu savoir si j'avais besoin de matériel. Ils ont eu raison d'essayer, mais j'ai dit non⁴⁷ ». D'autres médias, moins scrupuleux, ont accepté : « En 2018 d'ailleurs ce sont eux qui ont écrit tous les articles que j'ai mis en ligne⁴⁸ », reconnaît un autre journaliste blogueur. La pratique n'est pas nouvelle mais elle s'est institutionnalisée sous la houlette du conseiller Zakharov : « Il est proposé 20 000 francs CFA (30 euros) aux journalistes chargés de couvrir un événement organisé par Moscou. Un article élogieux est également rétribué, tout comme les éditoriaux ostensiblement anti-français.⁴⁹ »

42. « Pourquoi Vladimir Poutine avance ses pions en Centrafrique », *Nouvel Obs*, 5 mai 2018.

43. Voir la vidéo promotionnelle : www.youtube.com.

44. « Lengo Songö : une nouvelle radio pour la cohésion sociale », *Ndjoni Sango*, 14 novembre 2018, disponible sur : ndjonisango.com.

45. *La Lettre du Continent*, n° 791, 2 janvier 2019.

46. Valery Zakharov est le conseiller sécurité du président Touadéra.

47. Entretien avec un directeur d'antenne radio, octobre 2018.

48. Entretien avec un rédacteur en chef d'un site de presse en ligne, avril 2019.

49. *La Lettre du Continent*, n° 782, 22 août 2018.

Panneau publicitaire pour la radio Lengo Songo



Source : © Saber Jendoubi.

De nombreux médias en ligne pro-russes ont aussi vu le jour sur le web centrafricain, à l'instar du *Potentiel centrafricain* (lepotentielcentrafricain.com), animé par le journaliste Patrick Brian Mogani, opportunément hostile à la présence de la France, ou encore de *L'Occident* (loccident.info). D'autres blogs pseudo-journalistiques, plus ou moins anti-français par le passé, un temps en sommeil, tels que Kangbi-Ndara ou Ndjoni Sango, se sont réveillés, profitant de cet effet d'aubaine.

Par ailleurs, l'influence médiatique russe passe par des stratégies de référencement sur les moteurs de recherche⁵⁰. Selon Arnaud Kalika, citant un ancien cadre aux affaires publiques de Google, le Kremlin « investirait dans des campagnes « Google Adwords » afin que les moteurs de recherche liés à Google et sollicités sur l'Afrique fassent en priorité remonter les informations des agences russes (*Sputnik, RT, Tass*)⁵¹ ».

50. Sur les stratégies d'influence russe sur le web, lire : K. Limonier, « Diffusion de l'information russe en Afrique : essai de cartographie », Institut de recherche stratégique de l'École militaire, 13 novembre 2018.

51. A. Kalika, « Le grand retour de la Russie en Afrique », *Notes de l'Ifri*, Ifri, avril 2019.

L'information favorable à la Russie a également fortement gagné en visibilité sur Facebook. D'abord, grâce à des liens « sponsorisés » postés sur le réseau social, qui renvoient vers les versions françaises de médias internationaux d'influence russe (*RT*, *Sputnik*) ou pro-russes (l'agence de presse panafricaine *African Daily Voice FR*, le média iranien *Press TV*) et vers les pages d'organisations internationales comme « Aimons notre Afrique » (ANA), qui se présente comme une ONG, ou Urgences Panafricaines, l'ONG présidée par Kemi Seba, qui partagent des articles favorables à la Russie, et parfois violemment anti-français. L'information favorable à la Russie a également fortement gagné en visibilité grâce aussi à des profils de particuliers autrement appelés « trolls russes » (Jordy Mango, Honoré Bangué, Rodolphe Héritier Doneng, Ludovic Ledo), des modérateurs de pages Facebook aux noms évocateurs (Contre le terrorisme en Centrafrique, Poutine centro, Soutien Russie en Rca, Jeunesse centrafricaine avec la Russie, Le Russe centrafricain, L'hypocrisie française), qui produisent ou recopient quantité d'articles pro-russes⁵², pro-gouvernementaux, parfois anti-ONU et anti-Union africaine, et souvent contre la France en rappelant son passé colonial. En effet, le discours médiatique « inspiré » par la Russie joue la carte de la francophobie centrafricaine en l'exacerbant : « Depuis la nuit des temps, la France œuvre toujours pour maintenir le pays dans un dénuement économique, politique et culturel indescriptible⁵³ » ; « La France est le porte-malheur du peuple centrafricain⁵⁴ » ; « Un mercenaire français dans les carnages de l'UPC à Alindao⁵⁵ » ; « Quand les médias français soutiennent la partition et la déstabilisation⁵⁶ ».

Si le discours anti-français n'est pas une nouveauté dans les médias centrafricains, force est de reconnaître qu'il s'est intensifié en 2018. Les articles anti-français ont été repris, déformés, parfois amplifiés sur de nombreux canaux, dont ceux cités plus haut mais aussi dans les émissions radios, en sango et en français, notamment par la radio d'État deux heures tous les dimanches matins pendant plusieurs mois⁵⁷. Ensuite, l'accumulation de ces discours anti-français a instauré un climat anxieux et xénophobe ciblant en première ligne les journalistes français couvrant le terrain centrafricain. Une anecdote est à ce titre révélatrice. En

52. « La Russie tous azimuts en Centrafrique », *VOA Afrique*, 20 septembre 2018, disponible sur : www.voaafrique.com.

53. « Une preuve irréfutable des manœuvres de déstabilisation de la RCA par la France », *Le Potentiel centrafricain*, 13 août 2018.

54. Article paru dans le quotidien *L'Agora*, 6 juin 2018.

55. Article paru dans le quotidien *Centrafric Matin*, 21 novembre 2018.

56. « Quand les médias français soutiennent la partition et la déstabilisation », Ndjoni Sango, 22 juillet 2018, disponible sur : ndjonisango.com.

57. « Un jour dans le monde », *France Inter*, 24 octobre 2018.

décembre 2018, le polémiste franco-béninois Kemi Seba, en tournée panafricaine, a organisé des meetings politiques à Bangui. Lors d'une conférence de presse, à un journaliste centrafricain qui lui demandait son analyse sur l'arrivée du nouveau partenaire russe en Centrafrique, il a répondu : « Ça revient à me demander de choisir entre un homme qui a frappé et violé sa femme pendant 60 ans, et son nouvel amant ! ». La salle s'est esclaffée et la presse était conquise.

Toutefois, quand la séduction ne suffit pas, les Russes semblent prêts à employer d'autres méthodes à l'égard de la presse locale. Après l'assassinat de trois journalistes russes en Centrafrique le 30 juillet 2018, certains grands médias internationaux ont proposé des sommes considérables à des journalistes centrafricains pour enquêter sur ce triple homicide⁵⁸. Certains de ces journalistes enquêteurs ont été surveillés et ont subi des pressions (filatures, coup de fil « inamicaux », etc.) tandis que d'autres ont reçu des offres très claires : « Des gens de la primature m'ont proposé 750 000 francs CFA [sic] par mois mais j'ai dit non. Ensuite un conseiller du président est parti dire à ma famille que Touadera voulait me donner beaucoup d'argent mais que mon comportement réfractaire le poussait à refuser pour le moment.⁵⁹ » D'autres journalistes ont été intimidés : « Je suis en haut d'une liste de personnes accusées de travailler pour la France et l'opposition russe. L'autre jour deux militaires centrafricains m'ont remis une enveloppe avec des photos de moi dans mon quotidien en m'indexant [sic] d'esclave des blancs.⁶⁰ »

Cependant, très récemment, la politique de communication russe semble moins généreuse. Les journalistes centrafricains attribuent cela à l'arrivée d'un nouvel ambassadeur de Russie en Centrafrique, Vladimir Titorenko, en janvier 2019 et à la nomination d'un autre conseiller russe à la présidence, Monsieur Andreï : « Comme c'est dur ! On paye plus les journalistes comme avant. Lui, il n'a pas lâché des fonds pour des campagnes pro-russes, comme le précédent. Des confrères m'ont même demandé de tirer plus fort sur les Russes pour que le nouveau conseiller soit obligé de leur lâcher des fonds. Mais j'ai refusé moi, je ne suis pas opposant, je suis journaliste.⁶¹ »

58. Les trois journalistes assassinés étaient en mission pour Dossier Center, le média de l'oligarque opposant à Poutine, Mikhaïl Khodorkovsky, exilé à Londres. Ce dernier s'est exprimé à plusieurs reprises, promettant des primes à ceux qui identifieraient les assassins de ses reporters. De nombreux autres titres de la presse internationale se sont intéressés au sort des trois journalistes. « Russian Journalists Car Ambush », *CNN*, 1^{er} octobre 2010.

59. Entretien par messagerie avec un journaliste, avril 2019.

60. Entretien avec un journaliste, Bangui, décembre 2018.

61. Entretien par messagerie avec un journaliste, avril 2019.

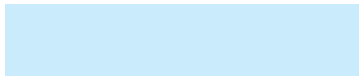
Des professionnels des relations publiques travaillent également auprès de Valeriy Zakharov : Vasily Alexandrov et Stanislav Skopylatov. Leurs fonctions inscrites sur leur carte de visite, estampillée République centrafricaine, sont respectivement : « assistant en relations publiques » et « assistant du conseiller à la sécurité nationale ». Selon l'enquête de Patricia Huon, « comme Zakharov, les deux conseillers sont originaires de Saint-Petersbourg, la ville natale de Poutine et de Prighozin⁶² ».

Les rapports entre l'équipe de Zakharov et les journalistes français ont toujours été cordiaux. Certes, depuis son arrivée en 2018, les journalistes français ont été très fréquemment oubliés lors des rencontres et événements publics de la présidence, mais Zakharov, grâce à son interprète-assistant Dimitry Alexandrov, a souvent répondu aux appels et aux mails. Lors de différentes interviews, les discussions allaient de leur intérêt pour la République centrafricaine à la structure littéraire du *Maître et de Marguerite* de Boulgakov. La situation s'est tendue après la publication d'une série d'articles sur leurs activités dans le pays à la fin du printemps 2018. Puis la tension est montée d'un cran après la mort des trois journalistes. En septembre 2018, à la faveur de la fin d'une formation des Forces armées centrafricaines à Berengo, le conseiller Zakharov a invité deux journalistes à couvrir l'événement. Arrivés devant le palais de l'ancien empereur, les deux hommes ont été refoulés par les formateurs russes, fouillés par la brigade anti-gang centrafricaine, accusés d'espionnage, et « bloqués » à la gendarmerie de la localité pendant 8 heures. La fin de l'année a été particulièrement pénible pour ces deux journalistes : visites amicales d'inconnus avec message à faire passer, mises sur écoute, filatures par des hommes en uniforme, prises de photos puis pression sur les sources et amis centrafricains.

62. Enquête sur la politique culturelle de la Russie en RCA : P. Huon et S. Ostrovsky, « Russia – The New Power in Central Africa », *Coda*, 19 décembre 2018, disponible sur : codastory.com.

Conclusion

La diversité des médias centrafricains va de pair avec une extrême précarité financière, un manque de déontologie, une inefficacité des groupements associatifs. À l'exception de RJDH et RNL, la crédibilité des médias centrafricains est faible. Le secteur radiophonique jouit d'une certaine fiabilité. Mais pour la plupart des radios situées en province, l'insécurité et le manque de financement restreignent leurs possibilités de développement. La migration de la presse vers les réseaux sociaux n'a pas sublimé les contenus, bien au contraire. Le Web et les réseaux sociaux deviennent peu à peu les compagnons du quotidien, plus audibles et plus influents, avec un fort effet de caisse de résonance des rumeurs et discours les plus sensationnalistes. Mais ce nouvel acteur médiatique instrumentalisé par l'opposition dite démocratique devient encombrant et tapageur pour le régime qui souhaite l'utiliser et le réguler. D'autant que la République centrafricaine entre dans une nouvelle période électorale : les élections présidentielles de 2021 vont être l'occasion de créer de nouveaux médias juste pour la circonstance et des tentatives de réduction de la liberté de la presse ne sont pas à exclure. En RCA, les efforts pour influencer les messages médiatiques sont particulièrement faciles mais il convient de ne pas oublier que l'audience de ces messages se limite à la capitale, les principales villes et l'élite de la population centrafricaine. Cette audience ne représente pas la majorité de la population centrafricaine mais elle constitue la minorité agissante.



Institut français
des relations
internationales